Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

Table explicative des modifications de l'OVIS	
Droit en vigueur	Nouvelles dispositions
	<p>Art. 1, let. h</p> <p>1 La présente ordonnance règle :</p> <p><i>h. les limitations du droit d'accès en lien avec les analyses de l'unité nationale VIS.</i></p>
<p>Art. 2 Définitions</p> <p>Au sens de la présente ordonnance, on entend par :</p> <p>a. VIS Mail: le système de communication qui permet la transmission d'informations, via l'infrastructure du C-VIS, entre États à l'égard desquels le règlement (CE) no 767/2008¹ (règlement VIS UE) est entré en vigueur;</p>	<p>Art. 2, let. a, note de bas de page</p> <p>Au sens de la présente ordonnance, on entend par :</p> <p>a. VIS Mail : le système de communication qui permet la transmission d'informations, via l'infrastructure du C-VIS, entre États à l'égard desquels le règlement (CE) no 767/2008² (règlement VIS UE) est entré en vigueur ;</p>
<p>Art. 5 Contenu et structure</p> <p>¹ ORBIS contient les données relatives à chaque demande de visa recevable qui sont définies à l'annexe 2.</p>	<p>Art. 5, al. 1</p> <p>¹ ORBIS contient les données relatives à chaque demande de visa de court séjour recevable et les données relatives aux visas de long séjour qui sont définies aux annexes 2 et 2a.</p>
<p>Art. 6 Saisie des données dans ORBIS par les autorités compétentes en matière de visas</p> <p>¹ Lorsqu'une demande de visa est recevable en vertu de l'art. 19 code des visas³, les autorités compétentes en matière de visas saisissent dans ORBIS, conformément aux art. 8 à 14 du règlement VIS UE⁴, les données mentionnées à l'annexe 2, en procédant d'abord par les données de la catégorie I, puis, en fonction du déroulement de la procédure, par celles des catégories II à VI.</p>	<p>Art. 6, titre et al. 1 Saisie des données dans ORBIS par les autorités compétentes en matière de visas de court séjour</p> <p>¹ Lorsqu'une demande de visa de court séjour est recevable en vertu de l'art. 19 code des visas⁵, les autorités compétentes en matière de visas saisissent dans ORBIS, conformément aux art. 8 à 14 du règlement VIS UE⁶, les données mentionnées à l'annexe 2, en procédant d'abord par les données de la catégorie I, puis, en fonction du déroulement de la procédure, par celles des catégories II à VI.</p>
	<p>Art. 6a Saisie des données dans ORBIS par les autorités compétentes en matière de visas de long séjour (nouveau)</p> <p>¹ Lorsqu'une demande de visa de long séjour est déposée, les autorités compétentes en matière de visas saisissent dans ORBIS, conformément à l'article 22 bis du règlement VIS UE⁷, les données mentionnées à l'annexe 2a. Les données sont transférées automatiquement au C-VIS. Les données de catégories II à V sont également saisies et transférées au C-VIS en fonction du déroulement de la procédure conformément aux art. 22 quater à 22 septies du règlement VIS UE.</p> <p>² Les empreintes digitales sont saisies dans ORBIS uniquement si le demandeur de visa de long séjour doit se présenter personnellement aux fins d'un contrôle biométrique dans AFIS</p>

¹ Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juil. 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60; modifié en dernier lieu par le R (UE) n° 610/2013, JO L 182 du 29.6.2013, p. 1.

² Règlement (CE) no 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juil. 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60; modifié en dernier lieu par le R (UE) 2021/1134, JO L 248 du 13.7.2021, p. 11.

³ Cf. note de bas de page relative à l'art. 5b, al. 2.

⁴ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

⁵ Cf. note de bas de page relative à l'art. 5b, al. 2.

⁶ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

⁷ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>en vertu de l'art. 87, al. 1, let. a à g, et 5 de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative.</p> <p>³ L'image faciale est saisie dans tous les cas dans ORBIS avec l'indication si elle a été prise en directe ou si la photographie a été numérisée. En cas de présentation personnelle selon l'alinéa 2, l'image faciale doit être saisie en direct, pour autant que l'infrastructure le permette.</p>
<p>Art. 10 2 Les droits d'accès sont réglés à l'annexe 2.</p>	<p>Art. 10, al. 2 ² Les droits d'accès sont réglés aux annexes 2 et 2a.</p>
<p>Art. 11 ¹ Afin d'accomplir les tâches qui leur sont assignées, les services suivants peuvent consulter en ligne les données du C-VIS:</p> <p>a. auprès du SEM:</p> <p>1. la division Entrée et la division Admission Séjour: dans le cadre de leurs tâches liées au domaine des visas,</p> <p>2. les sections Dublin, de même que les collaborateurs chargés d'examiner les demandes d'asile dans les centres d'enregistrement et de procédure: pour la détermination de l'État Dublin responsable de l'examen d'une demande d'asile,</p> <p>3. le domaine de direction Asile: pour l'examen des demandes d'asile sur lesquelles la Suisse doit statuer,</p> <p>4. le service des statistiques: pour l'établissement des statistiques sur les visas visées à l'art. 17 du règlement VIS UE⁸;</p> <p>b. les postes frontière des polices cantonales et le Corps des gardes-frontière: pour la délivrance des visas exceptionnels;</p> <p>c. les représentations suisses à l'étranger et la mission suisse auprès de l'ONU à Genève: pour l'examen des demandes de visa;</p> <p>d. le Secrétariat d'État, la Direction consulaire et la Direction politique du DFAE: pour l'examen des demandes de visa relevant de la compétence du DFAE;</p> <p>e. le Corps des gardes-frontière et les autorités cantonales et communales de police compétentes:</p> <p>1. pour l'exécution du contrôle aux frontières extérieures de l'espace Schengen et sur le territoire suisse,</p> <p>2. pour la vérification de l'identité du détenteur de visa, l'examen de l'authenticité du visa ou la vérification du respect des conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse,</p> <p>3. pour l'identification de toute personne non détentrice d'un visa qui ne remplit pas ou qui ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse;</p>	<p>Art. 11, al. 1, let. a, ch. 1 et 4, d^{bis}, e, ch. 2 et 3 et f, et 2 ¹ Afin d'accomplir les tâches qui leur sont assignées, les services suivants peuvent consulter en ligne les données du C-VIS :</p> <p>a. auprès du SEM :</p> <p>1. la division <i>Entrée et la division Admission Séjour</i> : dans le cadre de leurs tâches liées au domaine des visas et de l'entrée et du séjour en Suisse,</p> <p>...</p> <p>4. le service des statistiques : pour l'établissement des statistiques sur les visas visées à l'art. 45^{bis} du règlement VIS UE⁹;</p> <p>d^{bis}. le <i>Protocole du DFAE et la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales suisse à Genève</i> : pour la délivrance de cartes de légitimation ;</p> <p>e. le Corps des gardes-frontière et les autorités cantonales et communales de police compétentes :</p> <p>1. pour l'exécution du contrôle aux frontières extérieures de l'espace Schengen et sur le territoire suisse,</p> <p>2. pour la vérification de l'identité du détenteur de visa ou du titre de séjour et l'examen de l'authenticité du document ou la vérification du respect des conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse,</p> <p>3. pour l'identification de toute personne non détentrice d'un visa ou d'un titre de séjour qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse ;</p>

⁸ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

⁹ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

<p>f. les autorités cantonales migratoires et les communes auxquelles les cantons ont délégué leurs compétences: pour l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées en matière de visas.</p> <p>² En tant que point d'accès central, la centrale d'engagement de fedpol (CE fedpol) peut consulter en ligne les données du C-VIS (art. 20).</p> <p>³ Les droits de consultation sont réglés à l'annexe 3.</p>	<p>f. les autorités cantonales migratoires et les communes auxquelles les cantons ont délégué leurs compétences : pour l'accomplissement des tâches qui leur sont assignées en matière de visas <i>et d'autorisation de courte durée, de séjour ou d'établissement.</i></p> <p>² En tant que point d'accès central, <i>la centrale d'engagement et d'alarme de fedpol (CEA fedpol)</i> peut consulter en ligne les données du C-VIS.</p>
<p>Art. 12 Consultation pour l'examen des demandes de visa et la prise de décisions</p> <p>¹ La consultation du C-VIS aux fins de l'examen des demandes de visas et des décisions y relatives s'effectue à l'aide d'une ou de plusieurs des données suivantes, conformément à l'art. 15, par. 2, du règlement VIS UE¹⁰:</p> <p>c. le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, l'autorité qui l'a délivré ainsi que les dates de délivrance et d'expiration;</p> <p>f. le numéro de la vignette visa et la date de délivrance de tout visa délivré précédemment.</p> <p>² Conformément à l'art. 15, par. 3, du règlement VIS UE, en cas de résultat positif de la recherche, l'autorité peut consulter les dossiers précédents du demandeur et les dossiers liés visés à l'art. 8, par. 4, du règlement VIS UE.</p>	<p>Art. 12, al. 1, let. c, f et g, 1^{bis} et 2</p> <p>¹ La consultation du C-VIS aux fins de l'examen des demandes de visas de court séjour et des décisions y relatives s'effectue à l'aide d'une ou de plusieurs des données suivantes, conformément à l'art. 15, par. 2, du règlement VIS UE¹¹:</p> <p>c. le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, <i>l'État qui l'a délivré ainsi que ses dates de délivrance et d'expiration ;</i></p> <p>f. le numéro de la vignette-visa, <i>du visa de long séjour ou du titre de séjour</i> et la date de délivrance de tout visa, <i>visa de long séjour ou titre de séjour précédent ;</i></p> <p>g. <i>l'image faciale ;</i></p> <p>^{1bis} <i>L'image faciale ne peut pas être le seul critère de recherche.</i></p> <p>² Conformément à l'art. 15, par. 3, du règlement VIS UE, en cas de résultat positif de la recherche, l'autorité peut consulter les <i>dossiers précédents du demandeur et les dossiers liés visés à l'art. 8, par. 3 et 4, et 22 bis, par. 4, du règlement VIS UE.</i></p>
<p>Art. 13, al. 3</p> <p>³ La consultation du C-VIS à des fins de vérification de l'identité du détenteur de visa, de l'authenticité des visas et du respect des conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse s'effectue à l'aide du numéro de la vignette visa en combinaison avec la vérification des empreintes digitales du titulaire du visa, ou à l'aide du seul numéro de la vignette visa, conformément à l'art. 19, par. 1, du règlement VIS UE.</p>	<p>Art. 13, al. 3</p> <p>³ La consultation du C-VIS à des fins de vérification de l'identité du détenteur de visa, de l'authenticité des visas et du respect des conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse s'effectue à l'aide du numéro de la vignette visa en combinaison avec la vérification des empreintes digitales du titulaire du visa, conformément à l'art. 19, par. 1, du règlement VIS UE. Si l'identité du détenteur de visa ne peut être vérifiée au moyen des empreintes digitales, une vérification peut avoir lieu au moyen de l'image faciale.</p>
	<p>Art. 13a <i>Consultation du C-VIS avant la création, dans l'EES, des dossiers individuels (nouveau)</i></p> <p>¹ La consultation du C-VIS aux frontières extérieures de l'espace Schengen afin de vérifier si une personne y est déjà enregistrée avant de créer le dossier individuel dans le système d'entrée et de sortie (EES) d'un ressortissant d'État tiers exempté de l'obligation de visas, conformément à l'art. 19^{bis}, par. 1, du règlement VIS UE¹², s'effectue au moyen des données alphanumériques suivantes :</p> <p>La recherche a lieu au moyen des données alphanumériques suivantes :</p>

¹⁰ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

¹¹ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

¹² Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>a. le nom (nom de famille), les prénoms, la date de naissance. la ou les nationalités; le sexe;</p> <p>b. le type et le numéro du document de voyage; le code à trois lettres du pays de délivrance du document de voyage, la date d'expiration de la durée de validité du document de voyage.</p> <p>² Une vérification de l'identité du détenteur de visa est effectuée au moyen des empreintes digitales ou de l'image faciale. Si les données biométriques ne peuvent être utilisées, la vérification a lieu au moyen des données de l'al. 1.</p> <p>³ Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories I, II et IV à VI mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 19^{bis}, par. 5, du règlement VIS UE.</p>
<p>Art. 14 Consultation à des fins d'identification</p> <p>² Si la recherche au moyen des empreintes digitales échoue ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, une recherche peut être effectuée à l'aide des données suivantes:</p> <p>a. le prénom, le nom, le nom de naissance (nom antérieur), le sexe ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance;</p> <p>b. le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, l'autorité qui l'a délivré ainsi que les dates de délivrance et d'expiration.</p> <p>³ La recherche visée à l'al. 2 peut être effectuée en combinaison avec la nationalité actuelle ou la nationalité de naissance.</p> <p>⁴ Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories I à VII mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 20, par. 2, du règlement VIS UE.</p>	<p>Art. 14, al. 2, 2^{bis}, 3 et 4</p> <p>² <i>Si la recherche au moyen des empreintes digitales échoue ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, une recherche peut être effectuée à l'aide des données suivantes :</i></p> <p>a. <i>le prénom, le nom, le nom de naissance (nom antérieur), le sexe ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance, la nationalité actuelle et la nationalité de naissance ;</i></p> <p>b. <i>le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, l'autorité qui l'a délivré ainsi que les dates de délivrance et d'expiration ;</i></p> <p>c. <i>l'image faciale.</i></p> <p>^{2bis} <i>L'image faciale ne peut pas être le seul critère de recherche.</i></p> <p>³ <i>abrogé</i></p> <p>⁴ <i>Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories I à VI mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 20, par. 2, du règlement VIS UE.</i></p>
<p>Article 15, al. 2 et 3</p> <p>² Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue, ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 14, al. 2 et 3.</p> <p>³ Si le résultat de la recherche est positif et si un visa a été délivré ou prolongé et qu'il n'a pas expiré plus de 6 mois avant le dépôt de la demande d'asile, les données des catégories I, II, VI et VII mentionnées à l'annexe 3 peuvent être consultées, conformément à l'art. 21, par. 2, du règlement VIS UE¹³.</p>	<p>Article 15, al. 2 et 3</p> <p>² <i>Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue, ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 14, al. 2 et 2^{bis}.</i></p> <p>³ <i>Si le résultat de la recherche est positif et si un visa a été délivré ou prolongé et qu'il n'a pas expiré plus de 6 mois avant le dépôt de la demande d'asile, les données des catégories I, II et IV à VI mentionnées à l'annexe 3 peuvent être consultées, conformément à l'art. 21, par. 2, du règlement VIS UE¹⁴.</i></p>
<p>Art. 16, al 2</p> <p>² Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue ou si les empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 14, al. 2 et 3.</p>	<p>Art. 16, al 2</p> <p>² <i>Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue ou si les empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 14, al. 2 et 2^{bis}.</i></p>

¹³ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

¹⁴ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>Art. 16a Consultation à des fins de contrôles aux frontières extérieures Schengen ou sur le territoire suisse des détenteurs de visas de long séjour ou de titre de séjour</p> <p>¹ La consultation du C-VIS à des fins de contrôle qui a lieu aux points de passage des frontières extérieures de l'espace Schengen afin de vérifier l'identité du titulaire d'un visa de long séjour ou d'un titre de séjour, l'authenticité du visa de long séjour ou du titre de séjour et le respect des conditions d'entrée dans l'espace Schengen s'effectue à l'aide de données identitaires ou celles du document de voyage en combinaison avec le numéro du visa ou du titre de séjour, conformément à l'art. 22^{octies}, par. 1, du règlement VIS UE.</p> <p>² Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories VII, VIII et X et XI mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 22 octies, par. 2, du règlement VIS UE.</p> <p>³ La consultation du C-VIS à des fins de vérification de l'identité du détenteur d'un visa de long séjour ou d'un titre de séjour, de l'authenticité du document et du respect des conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire suisse s'effectue à l'aide du numéro du visa ou du titre de séjour en combinaison avec la vérification des empreintes digitales du titulaire du document, ou à l'aide du seul numéro de la vignette visa ou du titre de séjour, conformément à l'art. 22^{nonies}, par. 1, du règlement VIS UE. Si l'identité ne peut être vérifiée au moyen des empreintes digitales, une vérification peut avoir lieu au moyen de l'image du visage.</p> <p>⁴ Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories visées à l'al. 2, conformément à l'art. 22^{nonies}, par. 2, du règlement VIS UE.</p>
	<p>Art. 16b Consultation aux fins d'identification</p> <p>¹ Une consultation peut être effectuée dans le C-VIS au moyen des seules empreintes digitales, conformément à l'art. 22^{decies}, par. 1, du règlement VIS UE¹⁵, uniquement aux fins d'identifier une personne qui ne remplit pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour en Suisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. si la vérification du détenteur de visa de long séjour ou de titre de séjour selon l'art. 16a a échoué; b. s'il y a un doute quant à l'identité du détenteur du visa de long séjour ou du titre de séjour ou quant à l'authenticité de ces documents ou du document de voyage; c. si l'identité d'une personne ne possédant pas de visa de long séjour ou de titre de séjour doit être vérifiée <p>² Si la recherche au moyen des empreintes digitales échoue ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, une recherche peut être effectuée à l'aide des données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. le prénom, le nom, le sexe ainsi que la date et le lieu de naissance et la nationalité actuelle ; b. le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, ainsi que les dates de délivrance et d'expiration et le pays de délivrance ;

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p><i>c. l'image du visage.</i></p> <p>³ <i>L'image du visage ne peut pas être le seul critère de recherche.</i></p> <p>⁴ <i>Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité peut consulter les données des catégories VII, VIII et X à XII mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 22^{decies}, par. 2, du règlement VIS UE.</i></p>
	<p>Art. 16c Consultation afin de déterminer l'État Dublin compétent</p> <p>¹ <i>La consultation du C-VIS afin de déterminer quel est l'État Dublin compétent en vertu des art. 12 et 34 du règlement (UE) n° 604/2013 règlement Dublin UE)¹⁶ s'effectue au moyen des empreintes digitales du demandeur d'asile.</i></p> <p>² <i>Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue, ou si ces empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 16b, al. 2 et 3.</i></p> <p>³ <i>Si le résultat de la recherche est positif et si un visa de long séjour ou un titre de séjour a été délivré, les données des catégories VII, VIII et X à XII mentionnées à l'annexe 3 peuvent être consultées, conformément à l'art. 22^{undecies}, par. 2, du règlement VIS UE¹⁷.</i></p> <p>⁴ <i>Seules les demandes liées en raison de l'appartenance des demandeurs à une même famille peuvent être consultées.</i></p>
	<p>Art. 16d Consultation afin d'examiner une demande d'asile</p> <p>¹ <i>La consultation du C-VIS afin d'examiner une demande d'asile a lieu au moyen des empreintes digitales du demandeur d'asile.</i></p> <p>² <i>Si la vérification au moyen des empreintes digitales échoue ou si les empreintes ne sont pas utilisables, la consultation peut être effectuée selon la procédure prévue à l'art. 16b, al. 2 et 3.</i></p> <p>³ <i>Si le résultat de la recherche est positif, les données des catégories VII, VIII et X à XII mentionnées à l'annexe 3 peuvent être consultées conformément à l'art. 22^{duodecies}, par. 2, du règlement VIS UE¹⁸.</i></p> <p>⁴ <i>Seules les demandes liées en raison de l'appartenance des demandeurs à une même famille et les différents dossiers liés d'un même demandeur peuvent être consultés.</i></p>
<p>Art. 20 Conditions d'obtention des données</p> <p>La CE fedpol vérifie:</p> <p>a. si les données sont nécessaires à la prévention ou à la détection d'infractions terroristes ou d'autres infractions pénales graves ou à la réalisation d'enquêtes en la matière;</p> <p>b. si la transmission des données se justifie dans un cas d'espèce;</p> <p>c. s'il existe des motifs raisonnables de considérer que la transmission des données contribuera de manière significative à la prévention ou à la détection</p>	<p>Art. 20, let. d</p> <p>La CEA fedpol vérifie :</p> <p>d. si une recherche a eu lieu dans le répertoire commun des identités (CIR) qui indique que des données de la personne concernée sont enregistrées dans le C-VIS.</p>

¹⁶ Cf. note de bas de page relative à l'art. 15, al. 1.

¹⁷ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

¹⁸ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

<p>d'infractions terroristes ou d'autres infractions pénales graves ou à la réalisation d'enquêtes en la matière.</p>	
	<p>Art. 20a <i>Exception à la recherche dans le CIR</i> <i>La CEA fedpol n'examine pas la condition de l'enregistrement dans le C-VIS attesté par une recherche dans le CIR:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>aux fins de la consultation de l'historique des visas ou des périodes de séjour autorisé sur le territoire des États Schengen d'une personne connue soupçonnée d'avoir commis une infraction terroriste ou une autre infraction pénale grave, d'un auteur connu ou d'une personne connue présumée victime d'une telle infraction ; ou</i> b. <i>lorsque la catégorie de données à l'aide de laquelle la recherche a été faite n'est pas stockée dans le CIR.</i>
<p>Art. 21 Consultation et transmission des données</p> <p>¹ Si les conditions fixées à l'art. 20 sont remplies, la CE fedpol consulte les données du C-VIS. La consultation ne peut s'effectuer qu'à l'aide des données définies à l'art. 5, par. 2, de la décision 2008/633/JAI¹⁹ (décision VIS UE) et conformément aux droits d'accès définis à l'annexe 3.</p> <p>² Si le résultat de la consultation est positif, la CE fedpol transmet au service, de manière sécurisée, les données mentionnées à l'art. 5, par. 3, de la décision VIS UE.</p>	<p>Art. 21 Consultation et transmission des données</p> <p>¹ Si les conditions fixées à l'art. 20 sont remplies, la CEA fedpol consulte les données du C-VIS. La consultation ne peut s'effectuer qu'à l'aide d'une des données mentionnées à l'art. 22^{sexdecies}, par. 3, règlement VIS UE²⁰ et conformément aux droits d'accès définis à l'annexe 3.</p> <p>^{1bis} <i>L'image faciale ne peut pas être le seul critère de recherche.</i></p> <p>² Si le résultat de la consultation est positif, la CEA fedpol peut transmettre au service, de manière sécurisée, toute donnée extraite du dossier de demande conformément à l'art. 22^{sexdecies}, par. 5 règlement VIS UE. La profession actuelle, l'employeur ou pour les étudiants, le nom de l'établissement de formation, ne sont communiqués que si ces données ont été explicitement demandées et leur obtention motivée, puis approuvée lors d'un examen indépendant.</p> <p>³ Les données biométriques des enfants de moins de 14 ans ne sont utilisées pour une recherche ou communiquées conformément à l'art. 22^{sexdecies}, par. 6, règlement VIS UE que si :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>cela est nécessaire aux fins de la prévention ou de la détection d'une infraction pénale grave dont ces enfants sont victimes, ou des enquêtes en la matière, et de la protection des enfants disparus;</i> b. <i>cela est nécessaire dans un cas spécifique;</i> c. <i>l'utilisation des données est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.</i>
	<p>Art. 22a <i>Accès direct aux données du C-VIS dans des cas spécifiques</i></p> <p>¹ Les autorités visées à l'art. 109a, al. 5, LEI peuvent effectuer une recherche dans le C-VIS afin d'identifier une personne disparue, enlevée ou identifiées comme victime de la traite d'êtres humains, ou recherchée dans ce cadre, au moyen d'empreintes digitales. Si la vérification au moyen des</p>

¹⁹ D 2008/633/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant l'accès en consultation au système d'information sur les visas (VIS) par les autorités désignées des États membres et par l'Office européen de police (Europol) aux fins de la prévention et de la détection des infractions terroristes et des autres infractions pénales graves, ainsi qu'aux fins des enquêtes en la matière, version du JO L 218 du 13.8.2008, p. 129.

²⁰ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p><i>empreintes digitales échoue ou si les empreintes ne sont pas utilisables, la recherche peut avoir lieu au moyen des données relatives à la personne ou aux documents de voyage visées aux art. l'art. 14, al. 2, let. a et b ou 16b, al. 2, let. a et b .</i></p> <p><i>² Si le résultat de la recherche est positif, les autorités peuvent consulter les données des catégories I, VI, VII et XII mentionnées à l'annexe 3, conformément à l'art. 22^{septdecies}, par. 3, du règlement VIS UE²¹.</i></p>
	<p>Art. 22b <i>Unité nationale VIS</i></p> <p><i>¹ L'unité nationale VIS procède à la vérification manuelle des réponses positives à une interrogation automatique des systèmes d'information liés à l'interopérabilité dans les cas suivants :</i></p> <p><i>a. le document de voyage figure dans la base de données d'Interpol sur les documents de voyage associés aux notices (TDAWN d'Interpol)</i></p> <p><i>b. la personne est signalée dans le système d'information Schengen (SIS) en tant que :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>1. personne recherchée aux fins d'arrestation ou d'extradition,</i> <i>2. personne disparue ou vulnérable,</i> <i>3. personne recherchée dans le cadre d'une procédure judiciaire, ou</i> <i>4. personne recherchée aux fins de surveillance discrète, de contrôle d'investigation ou de contrôle ciblé, ou lorsqu'elle détient un document de voyage signalé à ce titre.</i> <p><i>² Elle procède à une analyse sécuritaire dans les cas suivants :</i></p> <p><i>a. le signalement correspond à une personne recherchée aux fins d'arrestation ou d'extradition, ou</i></p> <p><i>b. le document de voyage figure dans le TDAWN d'Interpol.</i></p> <p><i>³ Elle transmet le résultat de son analyse à l'autorité compétente dans un délai de sept jours à compter de la notification par le C-VIS.</i></p>
	<p>Art. 22c <i>Restriction du droit d'accès</i></p> <p><i>¹Les avis de l'unité nationale VIS ne peuvent être communiqués à la personne concernée ou ne sont communiqués que partiellement dans les cas suivants, conformément à l'art. 38, par. 7 du règlement VIS UE²²:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>a. afin d'éviter de faire obstruction à des enquêtes ou procédures officielles et judiciaires,</i> <i>b. afin d'éviter de nuire à la prévention ou à la détection d'infractions pénales aux enquêtes ou aux poursuites en la matière ou à l'exécution de sanctions pénales,</i> <i>c. afin de protéger la sécurité publique, nationale ou les droits et libertés d'autrui.</i> <p><i>² La personne est informée par écrit de tout refus ou de toute limitation du droit d'accès ainsi que des motifs de cette limitation ou de ce refus.</i></p>

²¹ Cf note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

²² Cf note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>³ la voie de l'intervention auprès du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT) est ouverte.</p>
	<p>Art. 22d Information du bureau SIRENE <i>Le SEM en tant qu'unité nationale VIS ou l'autorité compétente en matière de visas ou d'autorisations informe le bureau SIRENE de fedpol lorsque le demandeur de visa ou d'une autorisation de courte durée, de séjour ou d'établissement est signalé dans le SIS</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>aux fins de retour ou</i> b. <i>au titre de personne recherchée aux fins d'arrestation ou d'extradition ;</i> c. <i>au titre de personne disparue ou vulnérable, qui doit être empêchée de voyager ;</i> d. <i>au titre de personne recherchée dans le cadre d'une procédure judiciaire, ou</i> e. <i>au titre de personne recherchée aux fins de surveillance discrète, de contrôle d'investigation ou de contrôle ciblé ou lorsqu'elle détient un document de voyage signalé à ce titre.</i>
	<p>Chapitre 3a Utilisation des données du C-VIS aux fins de signalements dans le Système d'information Schengen (SIS) Art. 22e ¹ <i>La CEA fedpol transmet sur demande écrite et de manière sécurisée les données du C-VIS relatives à une personne disparue ou à une personne à protéger devant être empêchée de voyager à l'autorité tenue de procéder à un signalement dans le système d'information Schengen (SIS) conformément à l'art. 32 du règlement (UE) 2018/1862²³.</i> ² <i>Les autorités qui peuvent s'adresser à la CEA de fedpol sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>les autorités de protection de l'enfance et de l'adulte ;</i> b. <i>les autorités judiciaires ;</i> c. <i>les autorités de poursuites pénales.</i> <p>³ <i>Le SEM transmet de manière sécurisée aux autorités de protection de l'enfance et de l'adulte et autorités judiciaires fédérales, cantonales et communales qui en font la demande par écrit les données du C-VIS qui ont été utilisées aux fins de signalement dans le SIS.</i></p>
	<p>Art. 26a Conservation des données dans le C-VIS ¹ <i>Les données du C-VIS sont conservées pendant cinq ans au maximum.</i> ² <i>Ce délai débute :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a. <i>à la date d'expiration du visa ou du titre de séjour, en cas de délivrance de ces documents ;</i>

²³ Règlement (UE) 2018/1862 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, modifiant et abrogeant la décision 2007/533/JAI du Conseil, et abrogeant le règlement (CE) no 1986/2006 du Parlement européen et du Conseil et la décision 2010/261/UE de la Commission, version du JO L 312 du 7.12.2018, p. 56, modifié en dernier lieu par le R (UE) 2021/1134, JO L 248 du 13.7.2021, p. 11.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>b. à la nouvelle date d'expiration du visa ou du titre de séjour, en cas de prolongation d'un visa ou de renouvellement du titre de séjour ;</p> <p>c. à la date de création du dossier de demande dans le C-VIS, en cas de retrait ou de clôture de la demande;</p> <p>d. à la date de la décision de l'autorité chargée des visas et des autorisations de séjour, en cas de refus, d'annulation ou de révocation d'un visa ou d'une autorisation de courte durée, de séjour ou d'établissement.</p> <p>³ Les empreintes digitales et les images du visage des enfants de moins de 12 ans sont effacées automatiquement dès que le visa ou le titre de séjour est échu. Les données d'un enfant de moins de 12 ans détenteur d'un visa de court séjour sont effacées lorsqu'il quitte l'espace Schengen.</p>
<p>Art. 27 Effacement des données</p> <p>1 Lorsqu'une personne acquiert la nationalité suisse:</p> <p>a. les autorités compétentes en matière de visa effacent sans délai d'ORBIS les dossiers de demande de la personne concernée et, le cas échéant, les liens avec les dossiers de son conjoint, de ses enfants et du groupe avec lequel elle a voyagé, pour autant que les données relatives à la demande aient été saisies par les autorités suisses;</p> <p>b. le SEM informe sans délai les États Schengen qui ont saisi les données sur les visas.</p> <p>2 Les autorités compétentes en matière de nationalité sont tenues d'informer le SEM (section Bases visas) de toute naturalisation.</p>	<p>Art. 27, al. 1 et 2</p> <p>¹ Lorsqu'une personne acquiert la nationalité suisse :</p> <p>a. le SEM efface les dossiers de demande de la personne concernée et, le cas échéant, les liens avec les dossiers de son conjoint, de ses enfants et du groupe avec lequel elle a voyagé, pour autant que les données relatives à la demande aient été saisies par les autorités suisses ;</p> <p>b. le SEM informe sans délai les États Schengen qui ont saisi les données sur les visas.</p> <p>² Les autorités compétentes en matière de nationalité sont tenues d'informer le SEM (section Bases visas et Division Séjour) de toute naturalisation.</p>
	<p>Art. 29a Journalisation</p> <p>¹ Tout traitement de données du C-VIS réalisé en vertu du chapitre 3, section 3 doit être journalisé. La journalisation porte sur les données suivantes :</p> <p>a. le but précis de la demande avec mention des infractions pénales visées ;</p> <p>b. la décision sur la recevabilité de la demande ;</p> <p>c. la signalisation nationale du dossier ;</p> <p>d. la date et l'heure de l'interrogation ;</p> <p>e. l'existence d'une procédure urgente et le résultat de l'examen a posteriori ;</p> <p>f. les données utilisées pour la recherche ;</p> <p>g. l'indication du collaborateur qui a procédé à l'interrogation et de celui qui a transmis les données.</p> <p>² Le SEM et fedpol tiennent des registres du personnel dûment autorisé à saisir ou à extraire des données du C-VIS.</p> <p>³ Les journaux sont conservés au plus un an après l'effacement des données consultées selon l'art. 26a et pour autant qu'ils n'aient pas été utilisés dans le cadre d'une procédure de surveillance. Les modalités figurent à l'art. 22 viciés, par. 4, du règlement VIS UE²⁴.</p>

²⁴ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

<p>Art. 30 Communication de données à des États tiers ou à des organisations internationales</p> <p>¹ Les données traitées dans le C-VIS ne peuvent pas être communiquées à un État tiers ni à une organisation internationale.</p> <p>² Dans des cas particuliers, les données suivantes du C-VIS relatives à une personne peuvent être communiquées à un État tiers ou à une organisation internationale au sens de l'annexe du règlement VIS UE²⁵ aux fins de prouver l'identité d'un ressortissant d'un État tiers, y compris à des fins de retour, si les conditions fixées à l'art. 31 du règlement VIS UE sont remplies:</p> <p>a. le prénom, le nom, le nom de naissance, le sexe ainsi que la date, le lieu et le pays de naissance;</p> <p>b. la nationalité actuelle et la nationalité de naissance;</p> <p>c. le type de document de voyage, le numéro de ce dernier, l'autorité l'ayant délivré ainsi que les dates de délivrance et d'expiration;</p> <p>d. l'adresse du domicile du demandeur;</p> <p>e. pour les mineurs: les prénom et nom des personnes qui exercent l'autorité parentale ou du tuteur légal.</p>	<p>Art 30, titre et al. 2</p> <p><i>Communication des données à des tiers par le SEM</i></p> <p>² Dans des cas particuliers, les données suivantes du C-VIS relatives à une personne peuvent être communiquées à un État tiers ou à une organisation internationale au sens de l'annexe du règlement VIS UE²⁶ aux fins de prouver l'identité d'un ressortissant d'un État tiers, y compris à des fins de retour ou d'admission dans le cadre d'un groupe de réfugiés, si les conditions fixées à l'art. 31, par. 2, du règlement VIS UE sont remplies :</p> <p>a. les données personnelles : nom (nom de famille), prénom(s), date de naissance, nationalité(s) actuelle(s), sexe, lieu de naissance ;</p> <p>b. les données relatives au document de voyage : type et numéro du document de voyage, pays ayant délivré le document de voyage et date de délivrance et d'expiration, une copie numérisée de la page des données personnelles du document de voyage ;</p> <p>c. pour les demandeurs de visa de court séjour : l'adresse du domicile ;</p> <p>d. pour les mineurs : les prénom et nom des personnes qui exercent l'autorité parentale ou du tuteur légal ;</p> <p>e. les empreintes digitales de la personne ;</p>
	<p>Art. 30a Communication des données à des tiers par la CEA fedpol</p> <p>¹ Les données traitées dans le C-VIS obtenues dans le cadre sécuritaire ne peuvent pas être communiquées à un État tiers ni à une organisation internationale ou une entité privée.</p> <p>² Dans des cas particuliers, les données suivantes du C-VIS relatives à une personne peuvent être communiquées à un État tiers aux fins de prévention lors d'un danger imminent lié à un acte terroriste ou un danger imminent pour la vie d'une personne lié à une infraction pénale grave, si les conditions fixées à l'art. 31, par. 5, du règlement VIS UE²⁷ sont remplies :</p> <p>a. les données personnelles : nom (nom de famille), prénom(s), date de naissance, nationalité(s) actuelle(s), sexe, lieu et pays de naissance ;</p> <p>b. les données du document de voyage : type et numéro du document de voyage, pays ayant délivré le document de voyage et date de délivrance et d'expiration.</p> <p>³ Les conditions prévues aux art. 19 à 21 sont applicables.</p> <p>⁴ La CEA fedpol transmet les données du C-VIS à une autorité désignée d'un État tiers uniquement si aucun danger pour la personne n'en résulte.</p> <p>⁵ Elle vérifie le parcours migratoire de la personne et notamment l'existence de la qualité de réfugié auprès du SEM.</p>

²⁵ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

²⁶ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

²⁷ Cf. note de bas de page relative à l'art. 2, let. a.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	⁶ Si les données du C-VIS appartiennent à un autre État Schengen, celui-ci est immédiatement informé de la transmission des données.
	Art. 30b Répertoire des communications de données ¹ Chaque communication de données du C-VIS par le SEM au titre de l'art. 109e ^{quater} , al. 2, LEI ou par la CEA fedpol au titre de l'art. 109e ^{quater} , al. 3, LEI est répertoriée à des fins statistiques, avec indication de l'État destinataire, des catégories de données communiquées et de la date de la transmission. Le répertoire est tenu à la disposition du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence. ² Les informations sont conservées 6 ans après que la communication a eu lieu.
Art. 31, al. 4 ⁴ Si une personne fait valoir son droit à la rectification ou à l'effacement de données du C-VIS qui n'ont pas été saisies par les autorités suisses, le SEM prend contact avec l'État qui a saisi les données dans un délai de quatorze jours et lui transmet la demande. Le SEM informe la personne concernée de la transmission de la requête.	Art. 31, al. 4 ⁴ Si une personne fait valoir son droit à la rectification ou à l'effacement de données du C-VIS qui n'ont pas été saisies par les autorités suisses, le SEM prend contact avec l'État qui a saisi les données dans un délai <u>de sept jours</u> et lui transmet la demande. Le SEM informe la personne concernée de la transmission de la requête.
Annexe 2 Droits d'accès à ORBIS Annexe 3 Droits d'accès au C-VIS	Annexes 2 Droits d'accès à ORBIS concernant les données relatives au court séjour et 3 Droits d'accès au C-VIS remplacées
	Annexe 2a (nouvelle) Droits d'accès à ORBIS concernant les données relatives aux visas de long séjour
Tablette explicative des modifications de l'OEEES	
Droit en vigueur	Nouvelles dispositions
Art. 1 Objet La présente ordonnance: a. établit le catalogue des données saisies dans le système d'entrée et de sortie (EES), désigne les services habilités à y avoir accès (services habilités) et définit l'étendue des autorisations d'accès au sens du règlement (UE) 2017/2226 ²⁸ ;	Art. 1, let. a, note de bas de page La présente ordonnance : a. établit le catalogue des données saisies dans le système d'entrée et de sortie (EES), désigne les services habilités à y avoir accès (services habilités) et définit l'étendue des autorisations d'accès au sens du règlement (UE) 2017/2226 ²⁹ ;

²⁸ Règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) no 767/2008 et (UE) no 1077/2011, version du JO L 327 du 9.12.2017, p. 20.

²⁹ Règlement (UE) 2017/2226 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2017 portant création d'un système d'entrée/de sortie (EES) pour enregistrer les données relatives aux entrées, aux sorties et aux refus d'entrée concernant les ressortissants de pays tiers qui franchissent les frontières extérieures des États membres et portant détermination des conditions d'accès à l'EES à des fins répressives, et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen et les règlements (CE) no 767/2008 et (UE) no 1077/2011, JO L 327 du 9.12.2017, p. 20, modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2021/1134, JO L 248 du 13.7.2021, p. 1.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>Art. 4a Consultation aux fins de l'octroi des visas de long séjour et des titres de séjour</p> <p>¹ La consultation de l'EES aux fins de l'examen des demandes de visas de long séjour et des demandes d'autorisations de courte durée, de séjour et d'établissement, des décisions y relatives ainsi que dans le cadre de la vérification des correspondances du système central d'information sur les visas (C-VIS) avec l'EES s'effectue directement par la voie d'ORBIS ou par la voie du système d'information central sur la migration (SYMIC) à l'aide des données visées à l'art. 4, al. 1.</p> <p>² Si le résultat de la recherche est positif, le service habilité peut consulter les données des catégories I à VI mentionnées à l'annexe 2.</p>
	<p>Art. 4b Consultation aux fins de l'octroi de cartes de légitimation du DFAE</p> <p>¹ La consultation de l'EES aux fins de l'examen des demandes de cartes de légitimation uniquement dans le cadre de la vérification des correspondances du C-VIS avec l'EES s'effectue directement par la voie du système d'information ordipro à l'aide des données visées à l'art. 4, al. 1.</p> <p>² Si le résultat de la recherche est positif, le service habilité peut consulter les données des catégories I, II, IV et V mentionnées à l'annexe 2.</p>
<p>Art. 5 Consultation lors de contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen ou sur le territoire suisse</p> <p>² Si le résultat de la recherche est positif, les données biométriques de la personne concernée saisies sur place sont comparées avec celles enregistrées à son sujet.</p>	<p>Art. 5, al. 2 et 5 (nouveau)</p> <p>² Si le résultat de la recherche est positif, l'autorité procède comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. si la personne concernée n'est pas soumise à l'obligation de visa : son image du visage prise en direct ou ses empreintes digitales sont comparées avec celles enregistrées dans l'EES ; b. si la personne est titulaire d'un visa : l'image du visage prise en direct est comparée avec celle enregistrée dans l'EES ou dans le C-VIS. La vérification des empreintes digitales a lieu directement dans le C-VIS via l'EES. <p>⁵ Si la personne est enregistrée dans le C-VIS, les accès à ce système sont régis par l'ordonnance VIS³⁰.</p>
	<p>Art. 5a Consultation par les transporteurs soumis au devoir de diligence</p> <p>¹ La consultation de l'EES aux fins de vérification de la validité et de l'usage légal des visas de court séjour à une entrée ou à entrées multiples s'effectue par la voie du portail des transporteurs à l'aide des données intégrées dans la bande de lecture optique du document de voyage et de l'indication de l'État d'entrée.</p> <p>² Sur la base de ces données, le service internet de l'EES transmet une réponse positive ou négative aux transporteurs.</p>
	<p>Art. 14a Communication de données à des tiers</p>

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>¹ Les données traitées dans l'EES ne peuvent pas être communiquées ni à un État tiers qui n'est pas lié par un des accords d'association à Schengen ni à une organisation internationale, une entité privée ou une personne physique.</p> <p>² Le SEM peut néanmoins communiquer les données suivantes à un État tiers ou à une organisation internationale mentionnée à l'annexe I du règlement (UE) 2017/2226³¹, si ces données sont nécessaires pour prouver l'identité d'un ressortissant d'État tiers en vue de son retour et que les conditions visées à l'art. 41 du règlement (UE) 2017/2226 sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les données relatives à l'identité de la personne ; b. les données liées au document de voyage ; c. l'image du visage ; d. les empreintes digitales.
	<p>Art. 14b Communication des données à des tiers par la CEA fedpol</p> <p>¹ Les données traitées dans l'EES obtenues dans le cadre sécuritaire ne peuvent pas être communiquées à un État tiers ni à une organisation internationale ou une entité privée</p> <p>² Dans des cas particuliers et sur demande, les données suivantes de l'EES relatives à une personne peuvent être communiquées à un État tiers en cas d'urgence exceptionnelle lorsqu'il existe un danger imminent lié à un acte terroriste ou un danger imminent pour la vie d'une personne lié à une infraction pénale grave, si les conditions fixées à l'art. 41, par. 6, du règlement EES sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les données relatives à l'identité de la personne ; b. les données du document de voyage. c. la date et l'heure de l'entrée ou de la sortie ; d. le point de passage frontalier de l'entrée ou de la sortie et l'autorité qui a autorisé l'entrée. <p>³ Les conditions prévues aux art. 11 et 12 sont applicables.</p> <p>⁴ La CEA fedpol transmet les données de l'EES à une autorité désignée d'un État tiers uniquement si aucun danger pour la personne n'en résulte.</p> <p>⁵ Elle vérifie le parcours migratoire de la personne et notamment l'existence de la qualité de réfugié auprès du SEM.</p> <p>⁶ Si les données de l'EES appartiennent à un autre État Schengen, celui-ci est immédiatement informé de la transmission des données.</p>
	<p>Art. 20a Archivage des communications de données</p> <p>¹ Chaque communication de données de l'EES par le SEM au titre de l'art. 103d LEI est répertoriée à des fins statistiques, avec indication de l'État destinataire, des catégories de données communiquées et de la date de la transmission. Le répertoire est tenu à la disposition du préposé fédéral à la protection des données et à la transparence.</p> <p>² Les informations sont conservées durant 6 ans après que la communication a eu lieu.</p>
<p>Annexe 2</p>	<p>Annexe 2 <i>Nouvel accès LEGI</i></p>

³¹ Cf note de bas de page relative à l'article 1 let. a

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

Tabelle explicative des modifications de l'OSYMIC	
Droit en vigueur	Nouvelles dispositions
	<p>Section 5a Transmission de données au système central d'information sur les visas</p> <p>Art. 15b Transmission de données au C-VIS (art. 15a LDEA)</p> <p>¹ Lors du dépôt d'une demande d'autorisation de courte durée, de séjour ou d'établissement, l'autorité cantonale compétente ou le SEM saisit dans le système les données suivantes qui sont transmises automatiquement au système central d'information sur les visas (C-VIS) concernant le demandeur ressortissant d'État tiers, conformément à l'art. 22 bis du règlement (CE) n°767/2008³² :</p> <p>a. l'autorité auprès de laquelle la demande a été déposée ;</p> <p>c. les noms, prénom(s), date de naissance, nationalité(s), sexe et lieu de naissance du demandeur ;</p> <p>d. le type et le numéro du document de voyage ;</p> <p>e. la date d'expiration du document de voyage ;</p> <p>f. le pays ayant délivré le document de voyage et la date de délivrance ;</p> <p>g. une copie numérisée de la page des données biographiques du document de voyage ;ⁱ</p> <p>h. pour les mineurs, les noms et prénoms des titulaires de l'autorité parentale ou du tuteur légal.</p> <p>² Les données sont complétées au cours de la procédure conformément aux décisions rendues en conformité aux articles 22 quater à 22 sexies du règlement (CE) n°767/2008.</p> <p>³ Les empreintes digitales des dix doigts, relevées dès l'âge de six ans, et l'image du visage du demandeur sont transmises au C-VIS au plus tard lors de l'octroi du titre de séjour biométrique.</p>
Annexe 1	Annexe 1 : nouveaux champs copie numérisée de la page biographique du document de voyage et le type de document de voyage (ch. 2, domaine des étrangers, let. c) Représentation pour les mineurs
Tabelle explicative des modifications de l'Ordonnance Ordipro	
Droit en vigueur	Nouvelles dispositions
	<p>Art. 8a Transmission de données au C-VIS</p> <p>¹ Le système Ordipro transmet automatiquement, lors de l'enregistrement d'une demande de carte de légitimation destinée à un ressortissant d'État tiers, au système central</p>

³² R (CE) no 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juil. 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60 ; modifié en dernier lieu par le R (UE) 2021/1134, JO L 248 du 13.7.2021, p. 11.

Tabelle synoptique des modifications d'ordonnances en raison de la reprise des règlements (UE) 2021/1133 et (UE) 2021/1134

	<p>d'information sur les visas (C-VIS) les données suivantes concernant le demandeur, conformément au règlement (CE) 767/2008³³:</p> <p>a. les noms, prénom(s), date de naissance, nationalité(s), sexe, lieu de naissance du demandeur ;</p> <p>b. le type et le numéro du document de voyage ;</p> <p>c. la date d'expiration du document de voyage ;</p> <p>d. le pays ayant délivré le document de voyage et la date de délivrance ;</p> <p>e. une copie numérisée de la page des données biographiques du document de voyage ;</p> <p>f. l'image du visage du demandeur (photo papier scannée),</p> <p>² Les données transmises au C-VIS sont complétées au cours de la procédure conformément aux décisions rendues en conformité aux articles 22 quater à 22 sexies du règlement (CE) n°767/2008.</p>
Annexe	Annexe : nouveau champ photographie numérisée du visage
Tabelle explicative des modifications de l'Ordonnance N-SIS	
Droit en vigueur	Nouvelles dispositions
	<p>Art. 7, al. 1, let. g^{bis}</p> <p>¹ Afin d'accomplir les tâches définies à l'art. 16, al. 2, LSIP, les autorités suivantes peuvent accéder en ligne aux données du SIS :</p> <p>g^{bis} le Protocole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève afin de vérifier les conditions d'entrée et de séjour en Suisse des ressortissants d'États tiers dans le cadre de l'octroi des cartes de légitimation du DFAE ;</p>
Annexe 3	Annexe 3 : nouvelle colonne LEGI

³³ Règlement (CE) n° 767/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 concernant le système d'information sur les visas (VIS) et l'échange de données entre les États membres sur les visas de court séjour (règlement VIS), JO L 218 du 13.8.2008, p. 60 ; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2021/1134, JO L 248 du 13.7.2021, p. 11.